

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 24-006E

Fourniture et livraison du gaz thérapeutique monoxyde d'azote conditionné en bouteilles, fourniture, livraison, mise en service des stations d'administration du monoxyde d'azote ainsi que fourniture des consommables de ces équipements, des prestations de maintenance et des prestations de formation et d'assistance à l'utilisation pour l'administration en continu du monoxyde d'azote, pour tout patient, adulte et enfant, pour les hôpitaux de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

Accord-cadre prenant effet à la date de notification



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

I. Definition du marché	4
I.A. Objet.....	4
I.B. Forme	4
I.C. Durée	4
II. documents contractuels.....	5
III. modalites d'exécution du marché.....	5
III.A. Etablissement des prix.....	5
III.A.1. Caractère et contenu des prix.....	5
III.A.2. Régime des prix	6
III.B. Commandes	8
III.C. Lieux et conditions d'exécution des bons de commandes.....	9
III.C.1. Circuit	9
III.C.2. Conditions générales d'exécution	9
III.C.3. Bon de livraison	9
III.C.4. Documentation devant accompagner la livraison	9
III.C.5. Délai d'exécution.....	10
III.C.6. Pénalités de retard.....	10
III.D. Constatation de l'exécution des prestations.....	11
III.D.1. Admission.....	11
III.D.2. Rétractation et résiliation pour non qualité.....	12
III.D.3. Contrôle de conformité en cours d'exécution de marché ou accord-cadre.....	12
III.E. Garantie	12
III.F. Location.....	12
III.F.1. Modalités de la location	12
III.F.2. Durée de la location (longue durée)	12
III.F.3. Modalités de fin de contrat d'une location	13
III.F.4. Location ponctuelle	13
III.G. Modalités de paiement.....	13
III.G.1. Facturation	14



III.G.2. Délai de paiement	14
III.G.3. Acomptes	15
III.G.4. Avances	15
III.H. Responsabilité et assurances	15
IV. rappel sur les engagements du titulaire	15
IV.A. Gestion du marché	15
IV.A.1. Engagement du titulaire.....	15
IV.A.2. Dématérialisation du processus de commande.....	16
IV.B. Certificat	17
V. procédure de derogation	17
V.A. Approvisionnement dérogatoire.....	17
V.B. Nouvelle fourniture.....	18
V.C. Substitution de fourniture.....	18
V.D. Evolution des équipements.....	18
VI. Conditions de résiliation et mode de règlement des litiges	18
VI.A. Résiliation unilatérale	18
VI.B. En cas de titulaire étranger	18
VII. Derogations au C.C.A.G/FCS.....	18



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

I. DEFINITION DU MARCHE

I.A. Objet

Le marché ou accord-cadre résultant de l'appel d'offres n° 24-006E a pour objet la fourniture et la livraison du gaz thérapeutique monoxyde d'azote conditionné en bouteilles, la fourniture, livraison, installation et mise en service de stations d'administration du monoxyde d'azote ainsi que la fourniture des consommables de ces équipements, des prestations de maintenance et des prestations de formation et d'assistance à l'utilisation pour l'administration en continu du monoxyde d'azote, pour tout patient, adulte et enfant, pour les hôpitaux de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

I.B. Forme

Le marché public sera passé sous la forme **d'accord-cadre à bons de commande**, au sens des articles R. 2162-1, R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique (CCP).

En application de l'article R. 2162-4 du CCP, l'accord-cadre passé comportera un montant minimum et un montant maximum en valeur. Il est précisé que le pouvoir adjudicateur est engagé sur le montant minimum de l'accord-cadre, le futur titulaire sur son maximum. Les montants minimum et maximum en valeur de l'accord-cadre seront déterminés comme suit : Les montants minimum et maximum en valeur de l'accord-cadre seront déterminés en fonction des quantités prévisionnelles estimatives indiquées, le montant minimum sera égal à 50% du montant attribué et le montant maximum sera égal à 300% du montant attribué, afin de pouvoir intégrer les variations d'activité.

I.C. Durée

Sous réserve des cas de résiliations prévus dans le Cahier des Clauses Administratives Générales et dans le présent document, En application de l'article R 2162-5, la durée de l'accord-cadre issu de cette consultation est conclu pour une période de 14 ans, soit une première période de 4 ans pendant laquelle les hôpitaux pourront initier l'acquisition des équipements et une période d'exploitation de 10 ans de ces mêmes équipements (fourniture des consommables, du gaz et des prestations associées).

Les bons de commande relatifs au déclenchement de l'acquisition d'équipements ne pourront être passés que pendant une durée maximale de 4 ans à partir de la date de notification du marché. A l'issue de cette durée maximale de 4 ans, une nouvelle procédure de mise en concurrence pour l'acquisition de nouveaux équipements pourra être lancée.

Les bons de commande relatifs aux prestations de formation, à la fourniture du gaz et des consommables ne pourront être émis que pendant une période de 10 ans à compter de la mise en service de l'équipement.

L'AP-HP se réserve le droit de remettre en concurrence le besoin, en cours d'exécution du marché en cas de survenue d'une offre industrielle concurrentielle pour disposer des innovations technologiques majeures éventuelles. En tout état de cause, le marché issu de cette remise en concurrence (accord-cadre) ne sera effectif qu'à l'issue des quatre premières années d'exécution du marché objet de la présente consultation.

La fourniture des consommables et des prestations de maintenance pour des équipements achetés par les hôpitaux de l'AP-HP et déjà installés n'entre pas dans le champ de cette consultation.

II. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché public est constitué par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes (notamment l'annexe financière) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, l'exemplaire conservé dans les archives de l'AP-HP faisant seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'appel d'offres n° 24-006E ;
- le Cahier des clauses techniques particulières pour la livraison de gaz médicaux dans les établissements hospitaliers de l'AP-HP ;
- le Cahier des clauses techniques particulières pour la livraison de consommables médicaux dans les établissements hospitaliers de l'AP-HP ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./FCS), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1^{er} avril 2021 ;
- les modalités d'exécution ;
- un modèle du contrat de location ;
- les documents techniques présentés par le candidat et admis par l'AP-HP dans le cadre de la consultation.

III. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

III.A. Etablissement des prix

Le Titulaire certifie que les prix et tarifs stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle.

III.A.1. Caractère et contenu des prix

Les prix du marché ou accord-cadre sont des **prix unitaires et forfaitaires**.

Les prix unitaires annexés à l'acte d'engagement, seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires s'entendent :

- à l'unité d'emploi ;
- en euros, avec 2 décimales si possible ;
- hors taxes, franco de port et d'emballage à destination, sans qu'il y ait de participation aux frais de traitement.

Outre la fourniture des matériels et des prestations de maintenance tous risques et calibration, sont inclus dans le prix et effectués par la main d'œuvre spécialisée du titulaire :

- La livraison des matériels, objet du marché ou accord-cadre sur les lieux d'utilisation,
- La mise en place et le montage des matériels,



- Tous les raccordements, à savoir : les raccordements aux attentes existantes et les raccordements prévus dans les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sélectionnées dans le marché ou accord-cadre,
- La mise en service et les essais des matériels,
- La mise à disposition aux établissements destinataires :
 - o De personnes compétentes pour former le personnel utilisateur et les services techniques, à l'exploitation du matériel,
 - o Des tarifs de référence (matériels de base, accessoires, pièces détachées),
 - o Du catalogue incluant les matériels proposés,
 - o De toute la documentation, rédigée en langue française, à la livraison, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant, et des éventuels rectificatifs sans supplément de prix et notamment, la notice d'utilisation, la notice technique descriptive avec schémas détaillés du matériel, la notice d'entretien, la liste des opérations à effectuer par un technicien et leurs durées pour établir en urgence avec des appareils de contrôle un diagnostic de panne.
- La répercussion, à titre gracieux, de toutes les améliorations, sur les logiciels compris.
- La remise en état de toutes les détériorations causées lors de la mise en place et du montage des matériels, ainsi que les nettoyages afférents.

III.A.2. Régime des prix

Les prix sont révisables, période de prolongation comprise, de la façon suivante :

- **À tout moment en cas de baisse de prix des articles en marché ou accord-cadre**, que le Titulaire s'engage à répercuter sur les prix consentis à l'AP-HP, dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date d'effet de la baisse de prix.

En cas de baisse du tarif fixé par le Comité Economique des Produits de Santé (CEPS), lorsqu'il existe, de baisse du tarif général ou particulier clientèle, le titulaire s'engage à communiquer sans délai ses nouveaux prix à la Direction des Achats de l'AGEPS, pour permettre la révision des marchés ou accords-cadres à la baisse dans la mesure où ces tarifs sont inférieurs aux prix contractualisés dans le cadre du marché. Le titulaire pourra appliquer cette baisse indépendamment du taux de remise de l'offre de prix initialement consentie.

- **En cas d'offre de prix promotionnels**

Les prix des articles figurant au marché ou accord-cadre peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place par le titulaire.

Le titulaire doit adresser le tarif promotionnel par courrier, en un exemplaire à : Direction des Achats de l'AGEPS, secteur Secrétariat-logistique Equipement, 10 rue des Fossés Saint Marcel, 75005 PARIS. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des matériels et PSE concernées.

Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls articles figurant au marché ou accord-cadre dont la liste est indiquée en annexe à l'acte d'engagement. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché ou accord-cadre sont à nouveau appliqués.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

- **À la date anniversaire en cas de hausse de prix des articles en marché ou accord-cadre.**
 - o **Pour les équipements, les accessoires et les consommables :**



Le titulaire devra faire parvenir au service acheteur sa demande de révision de prix, au moins trois (3) mois avant chaque date anniversaire du marché ou accord-cadre par lettre recommandée avec accusé réception adressée à :

Direction des Achats

AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE – AGEPS

7, rue du Fer à Moulin - 75005 PARIS

Cette demande sera accompagnée du barème de prix de référence et d'une note explicative sur l'évolution du tarif précisant notamment la décomposition du ou des prix modifié(s).

En cas de non-respect du délai de trois (3) mois, et même sans manifestation de la part de l'AP-HP au cours de la même période, le prix précédemment pratiqué sera reconduit pour les 12 mois suivants.

Les nouvelles conditions de prix résultant de la révision ne seront révisables qu'à la baisse pendant une période minimum de 1 an à compter de sa date d'effet.

Clause butoir :

L'augmentation annuelle des prix de chaque article résultant de la révision est limitée à 2,5%.

Clause de sauvegarde :

Pour toute demande de révision annuelle supérieure à 1%, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché ou accord-cadre dans les conditions décrites ci-après :

Le marché ou accord-cadre est résilié au plus tard, le premier jour du 7ème mois à compter de la date d'effet de la révision. Durant cette période, les prix pratiqués sont les prix révisés dans la limite de 1%.

○ **Pour la fourniture du gaz :**

Le Titulaire devra faire parvenir au service acheteur sa demande de révision de prix, au moins trois (3) mois avant chaque date anniversaire du marché ou accord-cadre par lettre recommandée avec accusé réception adressée à :

Direction des Achats

AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE –
AGEPS

7, rue du Fer à Moulin - 75005 PARIS

Cette demande sera accompagnée du barème de prix de référence et d'une note explicative sur l'évolution du tarif précisant notamment la décomposition du ou des prix modifié(s).

En cas de non-respect du délai de trois (3) mois, et même sans manifestation de la part de l'AP-HP au cours de la même période, le prix précédemment pratiqué sera reconduit pour les 12 mois suivants.

Les nouvelles conditions de prix résultant de la révision ne seront révisables qu'à la baisse pendant une période minimum de 1 an à compter de sa date d'effet.

Le plafond de prix après révision est donné par la formule suivante :

$$P = 0,20 P_0 + 0,80 \left(0,60 \frac{ICHT}{CHT_0} + 0,40 \frac{MIGEBIQ}{MIGEBIQ_0} \right)$$

où :



P = Prix révisé applicable pour l'année A

P_0 = Prix appliqué au début du marché ($A-2$)

$ICHT_0$ = Indice du coût du travail - Coût horaire - Électricité, gaz, vapeur, air conditionné (NAF rév. 2 section D) de l'INSEE de l'année $A-2$ _ **identifiant 010762005**

$ICHT$ = Indice du coût du travail - Coût horaire - Électricité, gaz, vapeur, air conditionné (NAF rév. 2 section D) de l'INSEE de l'année A _ **identifiant 010762005**

$MIGEBIQ_0$ = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements de l'INSEE de l'année $A-2$ _ **identifiant 010764358**

$MIGEBIQ$ = Valeur réelle de l'indice de prix à la production dans l'industrie « EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements (MIGS) – Marché Français – Prix départ usine » de l'INSEE de l'année A _ **identifiant 010764358**
Avec : A = année du calcul de la révision

Si l'application des formules de révision des prix amène à une baisse de ces derniers, l'AP-HP pourra demander au titulaire une révision de ses tarifs respectant le résultat des formules.

Clause de sauvegarde :

Pour toute demande de révision annuelle supérieure à 2% l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché ou accord-cadre dans les conditions décrites ci-après :

Le marché ou accord-cadre est résilié au plus tard, le premier jour du 7ème mois à compter de la date d'effet de la révision. Durant cette période, les prix pratiqués sont les prix révisés dans la limite de 2%.

III.B. Commandes

Les commandes seront adressées directement au titulaire de l'accord-cadre par le Directeur de l'établissement concerné ou son représentant habilité.

Les bons de commande mentionneront très précisément :

- le numéro du marché ou accord-cadre ;
- la prestation commandée ;
- les quantités commandées ;
- le lieu de destination ;
- le délai d'exécution ;
- les prix hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total de la commande toutes taxes comprises.

Les bons de commandes ne peuvent être passés que pendant la période d'exécution du marché ou accord-cadre.

Le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord-cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution du marché ou accord-cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord-cadre, dans la limite maximale de deux (2) mois.

III.C. Lieux et conditions d'exécution des bons de commandes

III.C.1. Circuit

Les commandes sont effectuées par **les établissements hospitaliers de l'AP-HP** et exécutées auprès de ceux-ci.

III.C.2. Conditions générales d'exécution

Lorsque, suite à une modification, les références commerciales indiquées sur l'étiquetage des produits sont différentes des références figurant sur le bon de commande, le fournisseur informe préalablement l'établissement émetteur du bon de commande.

Pour les équipements, les accessoires et les consommables : les frais de transport et d'emballage sont à la charge du Titulaire.

Les conditions de livraison, d'exécution, de transport et d'expédition sont laissées au libre choix du Titulaire, sous réserve qu'elles soient en conformité avec les conditions exposées :

- au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- au Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- ainsi que celles indiquées en annexe du CCTP ;
- au Cahier des Clauses Techniques Particulières pour la livraison de consommables médicaux dans les établissements hospitaliers de l'AP-HP.

Le Titulaire prendra toutes dispositions en matière de conditionnement et d'emballage pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries.

Outre les conditions précisées ci-dessus, l'exécution des bons de commande se fera dans les formes prévues et suivant le lieu, le jour et l'heure indiqués sur ceux-ci.

III.C.3. Bon de livraison

A chaque bon de commande devra correspondre un ou plusieurs bons de livraison qui sera remis par le transporteur, au magasinier, à l'ingénieur biomédical, au pharmacien ou au responsable du service acquéreur. Ce bon comprendra au minimum les renseignements suivants :

- le nom du fournisseur
- la référence du bon de commande
- la nature des fournitures livrées
- les quantités des fournitures livrées

III.C.4. Documentation devant accompagner la livraison

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans suppléments de prix. La documentation comprend notamment :

- la notice d'utilisation ;
- la notice technique descriptive avec schémas détaillés du matériel ;
- la notice d'entretien ;
- la liste des opérations à effectuer par un technicien, leur durée et leur périodicité dans le cadre d'un entretien préventif ;



- la liste des opérations à effectuer par un technicien et leur durée pour établir en urgence un diagnostic de panne ;
- les précautions d'emploi en particulier pour les bouteilles de gaz.

III.C.5. Délai d'exécution

Le délai d'exécution sera indiqué sur chaque bon de commande et débutera à compter de sa date de notification.

- Il ne sera pas supérieur au délai déterminé dans l'offre du candidat.
- Et ne sera pas, sauf accord de l'AP-HP, supérieur à soixante-douze (72) heures pour la livraison des consommables.

Mise en service :

L'ingénieur biomédical de l'établissement fixera avec le Titulaire du marché ou accord-cadre la date à laquelle la mise en service effective interviendra ; elle servira de point de départ aux opérations de vérification.

Pour les équipements, en cas d'impossibilité de respecter le délai fixé, le Titulaire du marché ou accord-cadre devra en **aviser immédiatement** à réception de la commande, l'auteur de celle-ci ainsi que la Direction des achats de l'AGEPS.

Pour les consommables, en cas d'impossibilité de respecter le délai fixé (pour tout ou partie de la livraison), le Titulaire du marché ou accord-cadre devra en aviser immédiatement à réception de la commande, l'établissement émetteur de celle-ci ou, le cas échéant, l'UF approvisionnement de l'AGEPS Nanterre dans les conditions fixées aux articles 3 et 11 du Cahier des clauses techniques particulières pour la livraison à l'AGEPS.

En cas de risque de rupture de stock, le fournisseur doit impérativement informer la Direction des achats de l'AGEPS ainsi que le ou les établissements concernés ou, le cas échéant, l'UF approvisionnement de l'AGEPS Nanterre.

III.C.6. Pénalités de retard

Pénalités liées à la livraison des équipements

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités forfaitaires d'un montant de 1500 €.

Indépendamment des pénalités de retard, la Direction des Achats de l'AGEPS aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du Titulaire, et pourra résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, dans les conditions prévues aux articles 41 et 45 du C.C.A.G./FCS.

Il est précisé que si le retard dans l'exécution du bon de commande était imputable à l'Administration, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Pénalités liées à la livraison des consommables

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500} \quad \left| \begin{array}{l} P = \text{Montant des pénalités} \\ V = \text{Valeur pénalisée T.T.C.} \\ R = \text{Nombre de jours de retard} \end{array} \right.$$

Indépendamment des pénalités de retard, la Direction des Achats de l'AGEPS aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du Titulaire, et pourra résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, dans les conditions prévues aux articles 41 et 45 du C.C.A.G./FCS.



Il est précisé que si le retard dans l'exécution du bon de commande était imputable à l'Administration, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Pénalités liées à la maintenance:

Pour tout retard au-delà des délais indiqués dans le contrat de location, le titulaire se verra appliquer une pénalité, en abattement sur la facture correspondant à la location, dont le montant sera calculé selon la formule suivante :

$$P = \frac{1}{5} \times \frac{D_c - D_p}{D_p} \times 100$$

P : montant de la pénalité (en % du montant total de la facture)

D_c : délai constaté

D_p : délai prévu dans les annexes de l'acte d'engagement

Exemple : Délai constaté de 25 heures ouvrées pour un délai prévu de 20 heures ouvrées, soit un dépassement de 25 %. La pénalité applicable est de $\frac{1}{5} \times \frac{25h-20h}{20h} \times 100 = 5\%$ du montant de la facture.

III.D. Constatation de l'exécution des prestations

III.D.1. Admission

Pour les consommables :

L'établissement destinataire dispose d'un délai de trois (3) semaines (pour les hôpitaux) à compter du lendemain de la date de livraison pour accepter qualitativement et quantitativement les fournitures.

Pour les équipements :

Conformément aux dispositions des articles 27 à 33 du C.C.A.G./FCS, des opérations de vérifications seront réalisées sous la responsabilité de l'ingénieur biomédical, et/ou du pharmacien de l'établissement concerné, et/ou du chef du service concerné.

Ces vérifications s'effectueront dans un délai de 21 jours à compter de la livraison de la fourniture ou de la date de mise en service.

Elles comporteront des tests de fiabilité et la vérification des performances dont la teneur sera communiquée au titulaire par l'établissement concerné.

Les opérations de vérifications seront réputées satisfaisantes dans la mesure où seront remplies les obligations prévues dans le C.C.T.P.

A l'issue du délai sus-cité, un procès-verbal de constatation des opérations de vérification valant admission sera établi contradictoirement entre le ou les représentant(s) de l'AP-HP et le Titulaire du marché ou accord-cadre.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du C.C.A.G./FCS., l'admission de la fourniture ne sera pas réputée acquise dans le silence de l'AP-HP.

Le procès-verbal de constatation des opérations de vérification, concluant à l'admission tiendra lieu de décision d'admission. Il sera adressé au Titulaire et joint à la facture.

La décision de l'AP-HP d'admettre, d'ajourner ou de rejeter la fourniture sera notifiée au titulaire dans les 21 jours en plus du délai imparti aux vérifications.

Dans tous les cas, la date d'admission sera portée sur le bon de commande dans la case prévue à cet effet.

L'admission d'une location ponctuelle sera effective lors de la mise en service par le titulaire.

III.D.2. Rétractation et résiliation pour non qualité

En cas de problèmes de qualité rencontrés par les utilisateurs, le titulaire sera mis en demeure de les résoudre dans les plus brefs délais et conformément à l'article 30.3 du CCAG/FCS, une réfaction sera appliquée.

Si les problèmes persistent ou apparaissent de façon répétitive, l'AP-HP sera en droit de résilier le marché ou accord-cadre.

Dans ce cas, et si une adaptation technique avait été nécessaire à la mise en place du marché ou accord-cadre pour compatibilité entre les consommables et le matériel, le titulaire devra remettre le parc de matériel ou d'accessoires dans l'état initial, et ceci à ses frais.

III.D.3. Contrôle de conformité en cours d'exécution de marché ou accord-cadre

Pour les consommables :

Des contrôles statistiques de conformité pourront être effectués tout au long de l'exécution du marché ou accord-cadre. La Direction des Achats procédera alors à la vérification de la conformité de la fourniture au spécimen de référence ou au conditionnement initial et aux fiches techniques déposés lors de la Consultation, et en tenant compte des changements de présentation acceptés par la Direction des Achats.

En cours d'exécution du marché ou accord-cadre des contrôles ponctuels pourront être effectués pour vérifier la conformité des prestations aux exigences du CCTP.

En cas de non-conformité et/ou de dégradation de la qualité des produits livrés par rapport aux spécimens, la Direction des Achats aura la possibilité de procéder à la résiliation du marché ou accord-cadre.

III.E. Garantie

Les produits (consommables) sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de l'admission, pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine.

III.F. Location

III.F.1. Modalités de la location

La société demeure propriétaire de l'équipement.

Le matériel loué est réservé à l'usage de l'établissement : l'établissement utilisateur ne peut le prêter à un autre établissement, ne peut procéder à une modification ou à une transformation du matériel sans l'accord écrit de son propriétaire, et doit restituer le matériel à l'issue du terme du contrat.

III.F.2. Durée de la location (longue durée)

Le titulaire s'engage à initier la location longue durée des équipements uniquement dans les 4 premières années du marché (à compter de la date de notification). La durée du contrat de location est de 10 ans. Le candidat propose un prix mensuel de location de la station d'administration présentée. Ce prix s'entend « équipement complet et prestations » selon le descriptif technique (cf. CCTP).

La location débutera à la date d'admission du matériel et lorsque le titulaire du marché aura formé l'ensemble des utilisateurs sur site et les utilisateurs référents dans les conditions décrites au CCTP.

III.F.3. Modalités de fin de contrat d'une location

Deux conditions peuvent mettre un terme au contrat de location :

- la fin de la durée du contrat à compter de la date de mise en service de l'équipement ;
- la résiliation du contrat de location par l'Etablissement Hospitalier.

La dénonciation du contrat pour une location longue durée sera effective à la date anniversaire du contrat et signifiée au Titulaire par courrier 6 mois avant cette date. Le Titulaire en informera l'AGEPS. Le contrat pourra alors être transféré à un établissement qui aurait un nouveau besoin. Si le contrat ne trouve pas repreneur, il sera alors résilié.

Dans ce dernier cas, le Titulaire pourra demander une compensation (C) pour résiliation anticipée du contrat. Celle-ci sera égale à 30 % du montant de location non effectué.

Soit $M_{location}$ le prix d'une mensualité de location de la station

Ainsi si un établissement rompt son contrat de location au bout de N années, il doit une compensation C de :

$$C = 0,30 \times 12M_{location}(10 - N)$$

La gestion des contrats (transfert, résiliations) fera l'objet d'un bilan annuel entre les deux parties.

L'application des compensations pourra faire l'objet d'un accord entre les deux parties.

L'équipement ne peut être retiré avant le terme de la location sauf si le contrat est transféré à un autre établissement de l'APHP.

L'équipement est restitué au titulaire au terme de sa durée de location.

Le titulaire est en charge de l'enlèvement à ses frais. Un constat contradictoire est mené par la société en présence de l'ingénieur biomédical ou son représentant.

Le titulaire ne peut se prévaloir des détériorations dues à l'usage de l'équipement ou dues à un manque d'informations sur les éventuels défauts de l'appareil. Dans le cas de détériorations manifestement volontaires causées par autrui ou d'une mauvaise utilisation manifeste de l'équipement, les parties se rapprocheront afin d'évaluer les éventuels préjudices.

III.F.4. Location ponctuelle

Les candidats proposeront la location journalière d'une station d'administration. Le montant de cette prestation sera décomposé en deux parties :

- Un forfait de livraison, mise en service et enlèvement après usage ;
- Un prix de location par 24 heures. Le décompte des heures de location débutera après signature du procès-verbal de mise en service signé par l'ingénieur biomédical de l'hôpital ou le représentant qu'il aura désigné.

Les candidats pourront proposer des prix dégressifs en fonction de la durée de la location.

III.G. Modalités de paiement

Les prestations comprenant la mise à disposition des équipements, leur maintenance et la fourniture des accessoires éventuels requis sont couvertes par une redevance forfaitaire selon les conditions figurant dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement.

La redevance forfaitaire est payable à terme échu, et est indépendante de la durée restant à couvrir par la location.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.



Il sera établi en EUROS.

III.G.1. Facturation

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers pdf (signés ou non signés).

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, adresse et numéro de SIREN du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé au présent marché ou accord-cadre ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que la date et le numéro du bon de commande ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 26750045201928 ;
- le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- la description précise de la commande exécutée (type, modèle, version du logiciel...) ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation ;
- le montant hors TVA* éventuellement ajusté ;
- le prix des éventuelles prestations accessoires prévues au marché ou accord-cadre ;
- le taux et le montant de la TVA* ;
- la date d'émission de la facture ;
- l'éventuel montant de l'escompte et délai de paiement en deçà duquel celui-ci est accordé.

*Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'exécution du bon de commande.

La facture sera établie en EUROS.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

III.G.2. Délai de paiement

Le délai de paiement des factures est fixé à cinquante (50) jours maximum, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-11 du CCP.

Le défaut de paiement dans les délais précités fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché ou accord-cadre, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Au paiement de ces intérêts moratoires s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Escompte pour paiement rapide :

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire.

III.G.3. Acomptes

Il ne sera pas délivré d'acomptes.

III.G.4. Avances

L'avance est accordée pour les accords-cadres à bons de commande comportant un montant minimum supérieur à 50 000 euros HT. Le montant de l'avance est fixé à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant minimum toutes taxes comprises divisé par la durée de l'accord-cadre exprimé en mois. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à 10%.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance (refus à formuler expressément dans l'acte d'engagement du/des marchés).

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant minimum toutes taxes comprises de **l'accord-cadre**.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant minimum toutes taxes comprises **de l'accord-cadre**.

III.H. Responsabilité et assurances

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie bénéficiaire d'un agrément administratif dans les conditions prévues aux articles L. 321-1 et suivants, R. 321-1 du Code des Assurances et suivants, garantissant sa responsabilité civile au titre du marché ou accord-cadre :

- Pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.
- Pour vol et détérioration du matériel de l'AP-HP dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

S'il existe une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier sera réputé la prendre intégralement en charge.

L'attention est appelée, conformément à l'article L. 2193-3 du CCP, que l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne concernent que les marchés publics de travaux ou de services ainsi que les marchés ou accords-cadres de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation.

IV. RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

IV.A. Gestion du marché

IV.A.1. Engagement du titulaire

Pour éviter tout rejet de facture par la Direction Spécialisée des Finances Publiques pour l'Assistance publique – hôpitaux de Paris, le titulaire s'engage :

- à fournir dans les trois (3) mois précédant la date anniversaire du marché ou accord-cadre, un **état annuel des ventes** effectuées comprenant :
 - le chiffre d'affaires global AP-HP ;



- les quantités globales livrées de consommables sur l'AP-HP article par article, sur le « tableau d'offre de prix » format papier et support informatique, et le cas échéant par site (à l'aide d'un autre document) ;
- les quantités globales livrées d'équipements sur l'AP-HP article par article, et par site.
- **à veiller que la prestation commandée soit bien référencée** dans l'acte d'engagement du présent marché ou accord-cadre. Dans le cas contraire, il sera fait retour du bon de commande erroné au service émetteur.
- **à informer sans délai** le Directeur des Achats de l'AGEPS de tout **changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché ou accord-cadre à une autre société ou de tout autre événement de même nature** intervenant durant la période d'exécution du marché ou accord-cadre. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de la nature de l'objet du marché ou accord-cadre, **le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations**. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le Directeur des Achats de l'AGEPS.

En cas de défaillance du titulaire, l'AP-HP se réserve la possibilité de mettre en œuvre une procédure d'exécution aux frais et risques de celui-ci, avec ou sans résiliation du marché ou accord-cadre conformément aux articles 41 et 45 de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Le cas échéant, la résiliation du marché ou accord-cadre aux torts du titulaire ne pourra être prononcée qu'après notification préalable d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution de 10 jours.

S'agissant de produits de santé pour lesquels une rupture d'approvisionnement, même temporaire, est susceptible de porter atteinte à la sécurité des patients, la mise en place de la procédure d'exécution aux frais et risques du titulaire sans résiliation du marché public est immédiate sans qu'il soit prévu la notification d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution.

L'exécution aux frais et risques du titulaire prend effet dès réception par le titulaire du courrier l'informant de sa mise en place.

IV.A.2. Dématérialisation du processus de commande

En sus des clauses administratives du présent marché, le Titulaire adhère aux dispositions relatives à la solution AP-HP de dématérialisation du processus de commande.

Adhésion à une plateforme de dématérialisation

En sus des clauses administratives du présent marché, le Titulaire s'engage à signer un contrat d'adhésion avec l'un ou les deux éditeurs de la plateforme de dématérialisation (PROACTIS ou HOSPITALIS), les contrats de chacun étant joint en annexes du DCE.

De façon dérogatoire, lorsque le fournisseur adhère déjà à une autre plateforme d'échange connectée avec PROACTIS et HOSPITALIS, permettant de répondre à l'ensemble des exigences de dématérialisation telle que formulées dans la présente annexe (par exemple plateforme DiaGDirect, GHX), il ne doit pas signer les contrats d'adhésion figurant en annexes au DCE, à l'unique condition que cette tierce plateforme ait signée un contrat d'adhésion avec d'une part PROACTIS et d'autre part avec HOSPITALIS dès lors qu'il s'agit de produits ou équipements de santé.

Une attestation d'adhésion à cette tierce plateforme doit être signée par le représentant légal de la plateforme d'échange à laquelle le Titulaire a adhéré et être fournie à l'AP-HP. Cette attestation doit mentionner que cette tierce plateforme a signé un contrat d'adhésion avec les plateformes PROACTIS et HOSPITALIS.

Responsabilité du titulaire suite à l'enrichissement du catalogue de produits

Le Titulaire enrichit le catalogue produit sur le portail internet mis à sa disposition dans le cadre de la solution AP-HP de dématérialisation du processus de commande. Pour chaque produit prévu dans ce catalogue, le Titulaire ajoute une image, une fiche technique et si nécessaire d'autres pièces jointes.

Le Titulaire est responsable des informations qu'il ajoute et notamment des conséquences qui pourraient survenir d'erreurs dans cet ajout : image, fiche technique ou pièce jointe erronée au regard du produit concerné.

Sans préjudice des dispositions relatives aux pénalités, le Titulaire engage sa responsabilité à l'égard de l'AP-HP et de tout tiers, notamment des patients, pour tout dommage étant la conséquence d'un ajout d'informations erronées associées à un produit, et qui se manifesterait dans les documents joints aux produits ou services tels que livrés à l'AP-HP (fiches technique, de sécurité ou mode d'emploi), ces informations communiquées au stade de la livraison faisant foi pour tout recours et en leurs absences celles communiquées à l'AP-HP pour l'établissement du bon de commande.

Par ailleurs, le titulaire est dispensé d'enrichir un catalogue de médicaments.

Cohérence entre l'unité de commande d'un article et son unité de livraison

Le Titulaire garantit pour chaque article que l'unité d'achat définie dans le marché et utilisé dans les commandes par l'AP-HP est la même utilisée à la fois pour le bon de commande, la livraison par son service d'expédition et donc pour les avis de livraison dématérialisés conformément au bon de livraison. Si ce n'est pas le cas, le Titulaire s'engage à demander formellement et sans délai au service marché de l'AP-HP la modification des unités d'achat des articles concernés afin qu'elles correspondent aux unités livrées.

Renseignement et actualisation des références commerciales

Le Titulaire garantit l'existence et l'actualité d'un code référence commerciale pour chaque article de produit ou service faisant partie du périmètre du marché et utilisé dans les commandes émises par l'AP-HP.

IV.B. Certificat

Le titulaire est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre quelle que soit la date de début de marché ou accord-cadre et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché ou accord-cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché ou de l'accord-cadre devront obligatoirement se créer un compte, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à la notification.

V. PROCEDURE DE DEROGATION

V.A. Approvisionnement dérogatoire

En cas de demande spécifique, étayée de justificatifs techniques et cliniques, d'un produit jugé indispensable, l'AP-HP se réserve le droit de s'approvisionner, à titre dérogatoire, auprès d'une autre société, si le(s) titulaire(s) n'est (ne sont) pas en mesure de proposer une fourniture équivalente permettant de satisfaire la demande.

V.B. Nouvelle fourniture

L'AP-HP se réserve le droit d'acquérir auprès des candidats retenus lors de la consultation, des produits nouveaux qui n'ont pas été identifiés à ce jour ; ils pourront alors être introduits au marché ou accord-cadre sans toutefois pouvoir dépasser 10% du montant initial du marché ou accord-cadre.

V.C. Substitution de fourniture

En cas d'abandon de commercialisation ou pour des motifs d'ordre réglementaire, des produits pourront être supprimés du marché ou accord-cadre.

Dans ce cas, le titulaire pourra proposer un nouveau produit qui fera l'objet d'une évaluation préalable sans frais pour l'AP-HP. Cette évaluation menée par les experts de la Direction des Achats de l'AGEPS, portera sur les aspects réglementaires qualitatifs, quantitatifs et financiers.

A l'issue de la période d'évaluation, les produits pourront être introduits au marché ou accord-cadre à condition que l'économie du marché ou accord-cadre ne soit pas modifiée.

V.D. Evolution des équipements

Les nouvelles fonctionnalités des équipements apparaissant en cours d'exécution du marché pourront être introduites au marché par voie d'avenant après validation par les experts techniques et cliniques.

VI. CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES

VI.A. Résiliation unilatérale

L'AP-HP peut à tout moment mettre fin à l'exécution du contrat conformément aux dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G./FCS.

Conformément à l'article 41 du C.C.A.G./FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-5 à R. 2143-12 du CCP, le Pouvoir Adjudicateur procédera, aux frais et risques du déclarant, à la résiliation du marché public. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché public, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Dans le cadre de la gestion des vigilances prévue à l'article II-8 du CCTP, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier, aux torts du titulaire, tout ou partie du marché ou accord-cadre si celles-ci mettaient sans conteste en cause un matériel ou un produit objet du marché ou accord-cadre.

VI.B. En cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché ou accord-cadre seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes de l'article 40.1 du C.C.A.G./FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou le cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

VII. DEROGATIONS AU C.C.A.G./FCS

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G./FCS :



Article
de dérogation :

Article III.3.6

Articles III.4.1 et III.4.2

Article
du C.C.A.G. correspondant :

Article 14.1

Article 28

Article 30

Objet de l'article auquel il est dérogé :

Pénalités de retard

Déroulement des opérations et vérification

Admission, ajournement, refaction et rejet